



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/174
20 mars 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
Points 12, 94, 101 et 108 de la
liste préliminaire*

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA DEUXIEME DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Lettre en date du 20 mars 1990, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Hongrie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Sur instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre par la présente copie du message personnel de S. E. M. Gyula Horn, Ministre des affaires étrangères de la République de Hongrie, en date du 20 mars 1990, concernant les atrocités commises envers les minorités hongroises vivant en Roumanie.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 12, 94, 101 et 108 de la liste préliminaire.

Le Représentant permanent adjoint,

(Signé) Iván BUDAI

* A/45/50.

ANNEXE

Message du Ministre des affaires étrangères de la
République de Hongrie, en date du 20 mars 1990

Le Gouvernement de la République de Hongrie exprime sa grave préoccupation devant les violations massives et flagrantes des droits de l'homme, et plus particulièrement celles qui touchent aux droits individuels et collectifs des minorités hongroises et autres en Roumanie, dans les régions habitées par des personnes d'origine ethnique hongroise.

Nous fondant sur les dispositions de la Charte des Nations Unies, nous souhaitons attirer l'attention du Secrétaire général sur ce qui suit :

Récemment, des personnes d'origine ethnique hongroise vivant en Roumanie ont été victimes d'actes d'atrocité. Des événements tragiques se sont produits dans plusieurs villes de Transylvanie, notamment à Satu Mare (Szatmárnémeti) et Tirgu Mures (Marosvásárhely), où des organisations roumaines légales ont ouvertement incité à une haine passionnée et à des actes de violence contre les minorités hongroises. Ces actes ont déjà fait des victimes.

Parmi les violations flagrantes et massives des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il convient de condamner tout particulièrement les actes qui foulent au pied les droits à la vie et à la liberté des Hongrois qui vivent en Transylvanie.

Le Gouvernement hongrois estime qu'il est indispensable d'appeler l'attention du Secrétaire général sur les dangers du nationalisme roumain croissant, qui est contraire aux dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Nous considérons la revendication d'expulsion des Hongrois de Transylvanie formulée et même violemment exprimée par des organisations roumaines, et les autres appels à une vindicte sanglante comme particulièrement monstrueux, faisant fi de toutes les normes d'une coexistence civilisée. Le Gouvernement hongrois attend des autorités roumaines qu'elles dénoncent sans ambages ces atrocités, demandent des comptes à ceux qui en sont responsables et prennent toutes les mesures nécessaires pour éviter de tels incidents dans l'avenir.

Nous sommes convaincus que les Nations Unies ne peuvent rester indifférentes devant ces violations massives et flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Nous adressons un appel à la communauté internationale et à l'Organisation des Nations Unies - qui en est l'organisation la plus importante pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la promotion du respect des droits de l'homme - et lui demandons de prendre des mesures efficaces afin de protéger les droits individuels et collectifs de la minorité la plus nombreuse que compte l'Europe.

La Hongrie ne souhaite pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la Roumanie. Néanmoins, nous ne pouvons nous taire au sujet des violations graves des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et notamment des violations graves des droits des minorités inscrits dans plusieurs instruments internationaux. La communauté internationale devrait, avant que la situation dans les régions habitées par des Hongrois ne s'aggrave encore, fournir une assistance pour mettre un frein aux activités nationalistes roumaines qui violent les dispositions de la Charte des Nations Unies. A cet effet, le Gouvernement hongrois compte sur la contribution active de l'Organisation des Nations Unies.
